

Procédure adaptée
(Articles R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique)

Etabli en vertu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 du code de la commande publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique et des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

Centre de traitement
informatique
Strasbourg

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Nettoyage des salles informatiques et des locaux sensibles du Centre de
Traitement Informatique Strasbourg**

Centre de Traitement Informatique Strasbourg
Les intégrales – Bâtiment Pascal
650, Boulevard Sébastien Brant
67405 Illkirch Graffenstaden

SOMMAIRE

PARTIE I : GENERALITES	2
ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 IDENTIFICATION DU MARCHÉ	3
2.1. TYPE DE MARCHÉ	3
2.2. TYPE DE PROCEDURE	3
2.3. ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3 PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 4 DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
PARTIE II : PRIX ET REGLEMENT	5
ARTICLE 6 PRIX DU MARCHÉ	5
6.1. FORME DE PRIX	5
6.2. REVISION DES PRIX	5
ARTICLE 7 EXECUTION FINANCIERE DU MARCHÉ	5
7.1. AVANCES	5
7.2. ACOMPTES	6
7.3. DEMATERIALISATION DES FACTURES	6
PARTIE III : EXECUTION	7
ARTICLE 8 RGPD	7
ARTICLE 9 CONFIDENTIALITE ET SECRETS DES AFFAIRES	7
PARTIE IV : PENALITES	8
ARTICLE 10 PENALITES	8
10.1. PENALITES POUR NON-RESPECT DES FREQUENCES ATTENDUES	9
10.2. PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS PROGRAMMEES	9
10.3. PENALITES POUR DEFAILLANCE OU RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
10.4. PENALITES POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE	9
10.5. PENALITES POUR NON PORT DU BADGE D'ACCES NOMINATIF PAR LE PERSONNEL INTERVENANT	9
PARTIE V : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 11 OPERATIONS DE VERIFICATIONS	9
11.1. CONTROLE	9
11.2. OPERATIONS DE VERIFICATION	9
11.3. DECISION APRES VERIFICATION	9
ARTICLE 12 GARANTIE	10

PARTIE I : GENERALITES

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) a pour objet la détermination des clauses applicables à un marché de nettoyage des salles informatique et des locaux sensibles du CTI Strasbourg.

ARTICLE 2 IDENTIFICATION DU MARCHÉ

2.1. Type de marché

Le présent marché public est un marché de services.

2.2. Type de procédure

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique, selon la procédure adaptée.

Etabli en vertu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 du code de la commande publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique et des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

2.3. Allotissement

Le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

ARTICLE 3 PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

Le Centre de Traitement Informatique Strasbourg,
désignée dans le présent C.C.A.P. par l'expression « Pouvoir Adjudicateur ».

L'Opérateur Economique de fournitures courantes et services,
désigné dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le Titulaire », d'autre part.

Le pouvoir adjudicateur, par délégation, du marché est :

Madame Louise Denéchère

Directrice des moyens de la CPAM du Bas-Rhin, agissant pour le
compte du CTI Strasbourg par délégation
16 Rue de Lausanne
67090 STRASBOURG Cedex

Le comptable assignataire est :

Monsieur Olivier ARNOUX

Directeur comptable et financier du CTI Strasbourg
16 Rue de Lausanne
67090 STRASBOURG Cedex

ARTICLE 4 DUREE DU MARCHÉ

Le marché est passé pour une période d'un (1) an à compter de sa notification.

Il est reconductible trois (3) fois au maximum, de manière tacite, pour une période d'un an à chaque fois. La durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne souhaitait pas reconduire le marché, il lui incombe de respecter un délai de trois (3) mois entre la notification de non-reconduction au titulaire et la fin effective du marché.

ARTICLE 5 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous :

- l'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique et financière du candidat.

Seuls les exemplaires conservés aux archives de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin font foi.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le pouvoir adjudicateur remet également au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

PARTIE II : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 6 PRIX DU MARCHE

6.1. Forme de prix

Les prix sont révisables.

Le marché est traité à prix forfaitaires.

Les prix figurant dans le bordereau de prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois d'Octobre 2020. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

6.2. Révision des prix

Révision des prix : Oui

Périodicité de révision : annuelle

La révision est effectuée par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (0,50 + 0,50 \frac{In}{Io})$$

Dans laquelle :

Pr : Prix révisé

Po : Prix d'origine

In : Indice mensuel ou à défaut le dernier indice connu au mois de révision

Io : Indice mensuel au mois d'établissement des prix, désigné mois zéro

Indice(s) choisi(s) : indice **010766785** - indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public

ARTICLE 7 EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE

7.1. Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

7.2. Acomptes

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

7.3. Dématérialisation des factures

Dans le cadre de la modernisation de la commande publique, et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, la CPAM du Bas-Rhin s'engage dans la réception dématérialisée des factures de ses fournisseurs. Le titulaire est invité à utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée, Chorus Pro pour la transmission des factures sous forme dématérialisée.

Pour information, lors du dépôt des factures sur le portail **CHORUS PRO**, les informations suivantes devront être obligatoirement indiquées :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera le CTI Strasbourg en tant que destinataire de la facture :
400 254 447 00040
- Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

Pour vous : **SERVICE FACTURIER**

- Le **numéro d'engagement** qui correspond au **NUMERO DE COMMANDE**
 - *A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement qui vous a été notifié, ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.*

Les factures devront comporter à minima, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- Le nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- le nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du présent contrat ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- Les prestations effectuées, désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

Dans le cas contraire un exemplaire original sera à adresser par voie postal à l'adresse suivante :

CTI Strasbourg
Service Ordonnancement
650 boulevard Sébastien Brant
67405 Illkirch Graffenstaden

PARTIE III : EXECUTION

ARTICLE 8 RGD

Le titulaire du marché est responsable du traitement des données à caractère personnel.

Il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution du marché public, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification du marché, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- pénalité forfaitaire de 500 euros, par manquement constaté, pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire ou pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnelle ou pour non-teneur du registre des activités de traitement.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

ARTICLE 9 CONFIDENTIALITE ET SECRETS DES AFFAIRES

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Dès lors, de par l'objet-même du marché, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin
Siège : 16 Rue de Lausanne - 67090 STRASBOURG Cedex
Tél. : 36 46 (Service 0,06 €/min + prix appel) – www.ameli.fr

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 euros HT par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

PARTIE IV : PENALITES

ARTICLE 10 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Par dérogation au CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

10.1. Pénalités pour non-respect des fréquences attendues

En cas de non-respect par le Titulaire des fréquences de réalisation des prestations, le Titulaire se voit appliquer une pénalité d'un montant de 100 € HT par non-respect constaté. Cette pénalité est applicable à compter du premier non-respect constaté.

10.2. Pénalités pour absence aux réunions programmées

En cas d'absence du Titulaire aux réunions programmées imposées, le Titulaire se voit appliquer une pénalité de 100 € HT par personne et absence constatées. Cette pénalité est applicable à compter de la première absence constatée.

10.3. Pénalités pour défaillance ou retard dans l'exécution des prestations

En cas de défaillance ou retard dans l'exécution des prestations prévues au marché, le Titulaire se voit appliquer une pénalité de 500 € HT par défaillance constatée. Tout dysfonctionnement ou manquement à l'obligation de moyen équivaut à une défaillance. Cette pénalité est applicable à compter de la première défaillance constatée.

10.4. Pénalités pour non-respect des engagements en matière environnementale

En cas de non-respect des engagements en matière environnementale, le Titulaire se voit appliquer une pénalité d'un montant de 100 € HT par non-respect. Cette pénalité est applicable dès le premier non-respect constaté.

10.5. Pénalités pour non port du badge d'accès nominatif par le personnel intervenant

En cas de non port du badge d'accès nominatif par le personnel intervenant, le Titulaire encourt l'application d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 100 € H.T par non port. Cette pénalité est applicable dès le premier non port constaté.

PARTIE V : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 11 OPERATIONS DE VERIFICATIONS

11.1. Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

11.2. Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

11.3. Décision après vérification

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

ARTICLE 12 GARANTIE

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.